



[Texte original en anglais]
[21 juillet 1958]

DOCUMENT A/3855

Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées, au titre du Compte spécial de l'assistance technique (exercice terminé le 31 décembre 1957)

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Note du Secrétaire général	1
<i>Annexe 1.</i> — Programme élargi d'assistance technique: état récapitulatif des fonds dont les organisations participantes disposaient au 31 décembre 1957, d'après les comptes vérifiés par les commissaires aux comptes	3
<i>Annexe 2.</i> — Etat des fonds dont l'Organisation internationale du Travail disposait au 31 décembre 1957	4
<i>Annexe 3.</i> — Etat des fonds dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture disposait au 31 décembre 1957	6
<i>Annexe 4.</i> — Etat des fonds dont l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture disposait au 31 décembre 1957	8
<i>Annexe 5.</i> — Etat des fonds dont l'Organisation de l'aviation civile internationale disposait au 31 décembre 1957	10
<i>Annexe 6.</i> — Etat des fonds dont l'Organisation mondiale de la santé disposait au 31 décembre 1957	12
<i>Annexe 7.</i> — Compte spécial: état récapitulatif pour l'exercice terminé le 31 décembre 1957	14

Note du Secrétaire général

1. En exécution des dispositions de la résolution 519 A (VI) de l'Assemblée générale, adoptée le 12 janvier 1952, le Secrétaire général communique sous le couvert de la présente note les rapports de vérification des comptes concernant les fonds du Compte spécial de l'assistance technique que les institutions spécialisées ont dépensés pendant l'exercice terminé le 31 décembre 1957. Le paragraphe 7 de la résolution a la teneur suivante:

“Invite les institutions spécialisées qui participent au Programme élargi d'assistance technique à donner, dans leur budget ordinaire, des indications sur leurs prévisions de dépenses touchant les fonds de l'assistance technique et à transmettre à l'Assemblée générale, pour examen et approbation, les rapports des commissaires aux comptes concernant les dépenses de fonds de l'assistance technique prélevés sur le Compte spécial, lorsque ces rapports auront été approuvés par la Conférence générale ou par toute autre autorité que l'acte constitutif de l'institution intéressée habilite à approuver ces rapports.”

2. On trouvera plus loin (annexe 1) un état récapitulatif des fonds dont toutes les organisations participantes disposaient, au titre du Programme élargi, à la date du 31 décembre 1957; il s'agit d'un résumé des états financiers vérifiés soumis par chacune des institutions spécialisées, complété par des renseignements analogues touchant les opérations effectuées par l'ONU en sa qualité d'organisation participante.

3. Les états financiers des institutions spécialisées, vérifiés et certifiés exacts, sont reproduits aux annexes 2 à 6; ils comprennent, pour chaque institution, un état indiquant la situation de ses fonds, sous la forme prescrite par le Bureau de l'assistance technique, ainsi que l'attestation des commissaires aux comptes; à ces renseignements sont joints les rapports de vérification présentés à la conférence générale de l'institution intéressée. Comme les années précédentes, les tableaux explicatifs détaillés que les institutions spécialisées ont communiqués à l'appui des états financiers et auxquels ces états renvoient ne sont pas reproduits dans le présent document, mais ils ont été transmis au Comité

consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

4. Les rapports de vérification des comptes (exercice 1957) ont été approuvés par la conférence générale de chacune des deux institutions suivantes :

a) Organisation internationale du Travail, le 19 juin 1958 ;

b) Organisation mondiale de la santé, le 3 juin 1958. Les rapports de vérification des comptes de la FAO pour 1955 et 1956 ont été approuvés à la neuvième session de la Conférence de la FAO, qui s'est réunie en novembre 1957 ; les comptes de 1957 seront présentés à la dixième session, qui doit se tenir en novembre 1959. Le rapport de vérification des comptes de l'UNESCO pour 1956 a été approuvé par le Conseil exécutif au nom de la Conférence générale de l'UNESCO, le 2 décembre 1957 ; le rapport sur 1957 sera soumis pour approbation à la prochaine session de la Conférence

générale de l'UNESCO, prévue pour novembre 1958. Les comptes et les rapports de vérification des comptes de l'OACI pour 1956 et 1957 ont été approuvés à la onzième session de l'Assemblée de cette institution, le 2 juin 1958.

5. Les états financiers vérifiés concernant les opérations effectuées par l'ONU en sa qualité d'organisation participante figurent dans les *Rapports financiers et comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1957*¹, où l'on trouvera aussi des états relatifs aux opérations du secrétariat du BAT et à la situation du Compte spécial au 31 décembre 1957 (tableau H).

6. Un état récapitulatif résumant les opérations financières intéressant l'ensemble du Programme élargi constitue l'annexe 7.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 6, 2ème partie.

ANNEXE 1

Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays sous-développés

ETAT RÉCAPITULATIF DES FONDS DONT LES ORGANISATIONS PARTICIPANTES DISPOSAIENT AU 31 DÉCEMBRE 1957,
D'APRÈS LES COMPTES VÉRIFIÉS PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	ONU	OIT	FAO	UNESCO	OACI	OMS	Totaux
	(Dollars des Etats-Unis)						
Excédent des crédits alloués et des autres recettes par rapport aux dépenses engagées, au 31 décembre 1956	1.244.096	452.387	886.818	1.626.687	76.555	668.540	4.955.083
Crédits alloués en 1956 et reversés en 1957 ...	(494.467)	(185.687)	(309.634)	(125.937)	(7.517)	(233.139)	(1.356.381)
Crédits alloués en 1957	7.322.505	3.525.799	8.549.439	4.604.348	1.322.096	5.426.786	30.750.973
Somme prélevée sur le budget ordinaire de l'ONU	2.091.100						2.091.100
	<u>10.163.234</u>	<u>3.792.499</u>	<u>9.126.623</u>	<u>6.105.098</u>	<u>1.391.134</u>	<u>5.862.187</u>	<u>36.440.775</u>
<i>A déduire:</i>							
Dépenses engagées en 1957 (non compris les dépenses locales à la charge des gouvernements):							
Dépenses d'exécution — projets	7.940.092	2.759.588	7.451.293	3.655.514	1.138.965	4.552.447	27.497.899
Dépenses d'exécution — services	917.539	252.019	597.305	220.923	29.395	436.249	2.453.430
Dépenses d'administration	442.006	197.831	553.841	275.229	123.971	215.970	1.808.848
	<u>9.299.637</u>	<u>3.209.438</u>	<u>8.602.439</u>	<u>4.151.666</u>	<u>1.292.331</u>	<u>5.204.666</u>	<u>31.760.177</u>
Ajustements de change (net)	27.267	(8.211)	20.959	18.609	14.150	4.835	77.609
	<u>9.326.904</u>	<u>3.201.227</u>	<u>8.623.398</u>	<u>4.170.275</u>	<u>1.306.481</u>	<u>5.209.501</u>	<u>31.837.786</u>
<i>Excédent des crédits alloués sur les dépenses engagées</i>	<u>836.330</u>	<u>591.272</u>	<u>503.225</u>	<u>1.934.823</u>	<u>84.653</u>	<u>652.686</u>	<u>4 602.989</u>
<i>A ajouter:</i>							
Economies réalisées lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs	416.613	141.936	178.069	112.680	—	19.464	868.762
Recettes accessoires	53.321	10.493	80.530	7.463	8.727	5 807	166.341
<i>Solde au 31 décembre 1957 d'après les comptes certifiés exacts</i>	<u>1.306.264</u>	<u>743.701</u>	<u>761.824</u>	<u>2.054.966</u>	<u>93.380</u>	<u>677.957</u>	<u>5.638.092</u>
<i>Constitué par:</i>							
Encaisse et disponible en banque	1.020.147	562.031	660.551	1.438.379	132.247	1.319.831	5.133 186
Fraction non utilisée des crédits alloués ...	2.485.278	841.252	1.083.639	1.372.794	33.256	488.111	6.304 330
Sommes à recevoir, avances, etc.	157.418	131.403	413.235	151.021	83.249	46.881	983.207
	<u>3.662.843</u>	<u>1.534.686</u>	<u>2.157.425</u>	<u>2.962.194</u>	<u>248.752</u>	<u>1.854.823</u>	<u>12.420.723</u>
<i>A déduire:</i>							
Dépenses non réglées — 1957	284.252	566.005	1.022.941	660.128	116.860	792.133	3.442.319
Dépenses non réglées — exercices antérieurs ..	1.780.786	207.382	143.355	176.810	35.790	131.640	2.475.763
Sommes à payer, soldes créditeurs divers ..	291.541	17.598	229.305	70.290	2.722	253.093	864.549
	<u>2.356.579</u>	<u>790.985</u>	<u>1.395.601</u>	<u>907.228</u>	<u>155.372</u>	<u>1.176.866</u>	<u>6.782.631</u>
	<u>1.306.264</u>	<u>743.701</u>	<u>761.824</u>	<u>2.054.966</u>	<u>93.380</u>	<u>677.957</u>	<u>5.638.092</u>

**Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique
des pays sous-développés**

ETAT DES FONDS DONT L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL DISPOSAIT AU 31 DÉCEMBRE 1957

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>	
Solde au 31 décembre 1956	484.440,40	
<i>A déduire:</i>		
Remboursement des dépenses locales à la charge des gouvernements — trop-perçu 1956	32.053,89	
Excédent des crédits alloués et des autres recettes par rapport aux dépenses engagées en 1956, faisant retour au Compte spécial	185.686,51	
	<hr/>	
Solde réalloué en 1957	266.700,00	
Part des contributions allouées à l'OIT et autres fonds disponibles en 1957	3.525.799,00	
	<hr/>	
	3.792.499,00	
Dépenses engagées en 1957:		
Coût des projets	2.759.587,61	
Dépenses des services d'exécution	252.019,25	
Dépenses d'administration	197.830,98	
	<hr/>	
	3.209.437,84	
Ajustements de change (net)	(8.211,17)	3.201.226,67
	<hr/>	
Excédent des crédits alloués et des autres fonds disponibles par rapport aux dépenses engagées		591.272,33
Autres recettes:		
Economies réalisées lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs	141.935,47	
Recettes accessoires	10.493,07	152.428,54
	<hr/>	
Solde au 31 décembre 1957, à reverser au Compte spécial		743.700,87
	<hr/>	
Constitué par:		
En caisse, en banque et en transit	562.030,97	
Fraction non utilisée des crédits alloués	841.251,51	
Sommes à recevoir, avances, dépôts, etc.	131.403,30	1.534.685,78
	<hr/>	
<i>A déduire:</i>		
Dépenses non réglées — 1957	566.004,81	
Dépenses non réglées — 1956	207.381,58	
Sommes à payer	17.598,52	
Soldes créditeurs divers	—	790.984,91
	<hr/>	
		743.700,87
	<hr/>	

Certifié exact:

Le Chef du Service comptable,
(Signé) D. W. STACEY

Le Trésorier et Contrôleur financier,
(Signé) F. H. WHEELER

ATTESTATION DE VERIFICATION

Les états financiers relatifs au montant net des crédits alloués à l'Organisation internationale du Travail, au titre du Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays sous-développés, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1957, ont été vérifiés conformément aux instructions du soussigné. Tous les renseignements et explications nécessaires ont été recueillis et le soussigné certifie, à la suite de cette vérification, qu'à son avis l'état ci-dessus et les tableaux annexes relatifs au coût des projets, aux dépenses des services d'exécution et aux dépenses d'administration sont exacts, sous réserve des observations formulées dans son rapport.

19 mars 1958.

Le Commissaire aux comptes,
(Signé) Uno BRUNSKOD

VERIFICATION DES OPERATIONS EFFECTUEES PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
AU TITRE DU PROGRAMME ELARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE PENDANT L'EXERCICE 1957

1. Je certifie l'exactitude de l'état, au 31 décembre 1957, présenté par l'Organisation internationale du travail concernant les crédits alloués à cette organisation sur le Compte spécial de l'assistance technique.

2. Le solde à reverser au Compte spécial de l'assistance technique s'élevait à 591.272 dollars des Etats-Unis ; sur cette somme, 450.000 dollars représentant des fournitures et du matériel commandés antérieurement au 30 novembre 1957 mais non livrés avant le 31 décembre 1957 seront réalloués à l'Organisation internationale du Travail pour 1958. L'excédent net pour 1957 était donc de 141.272 dollars.

3. Au cours de l'année 1957, des économies ont été réalisées sur les dépenses non réglées pour 1955. Le montant en est de 141.935 dollars, se répartissant comme suit :

	<i>Dépenses engagées en 1955</i>	<i>Economies au 31 déc 1957 (Dollars des Etats-Unis)</i>
Experts	125.040	36.184
Boursiers	307.175	83.320
Travailleurs stagiaires	157.664	35.418
Matériel	38.227	2.602
	<u>628.106</u>	<u>157.524</u>
<i>A déduire:</i>		
Ajustements de change et autres ajustements		15.589
		<u>141.935</u>

Les économies mentionnées sous la rubrique "Experts" comprennent principalement une somme de 28.050 dollars, au titre du coût des congés annuels.

Dans le cas des boursiers et travailleurs stagiaires, les économies réalisées sur les sommes engagées ont été les suivantes :

	<i>Boursiers (Dollars des Etats-Unis)</i>	<i>Travailleurs stagiaires (Dollars des Etats-Unis)</i>
Economies constituées par :		
Annulations	16.820	15.285
Modifications de la durée des études	50.195	14.517
Modifications apportées au programme d'études	16.305	5.616
	<u>83.320</u>	<u>35.418</u>
TOTAL	<u>83.320</u>	<u>35.418</u>

4. Les sommes à recevoir, avances, dépôts, etc., se chiffrent à 131.403 dollars. Les *trust funds* mis à la disposition de l'OIT par les Gouvernements iranien et tunisien et qui doivent être utilisés pour des projets d'assistance technique que ces Gouvernements demandent à l'OIT d'exécuter ont été crédités sous cette rubrique.

L'état de ces *trust funds* est le suivant :

	<i>Gouvernement iranien (Dollars des Etats-Unis)</i>	<i>Gouvernement tunisien (Dollars des Etats-Unis)</i>
Fonds mis à la disposition de l'OIT	62.456	42.500
Dépenses effectuées en 1957	18.682	24.129
	<u>43.774</u>	<u>18.371</u>

Au 31 décembre 1957, cette rubrique comprenait également un crédit de 19.557 dollars représentant le solde de dons destinés à divers projets du Programme relatif aux Indiens des Andes.

5. Le total des dépenses non réglées à la fin de 1957 se décomposait comme suit :

	<i>Pour 1956</i>	<i>Pour 1957</i>	<i>Total</i>
	<i>(Dollars des Etats-Unis)</i>		
Boursiers et travailleurs stagiaires	100.816	311.563	412.379
Experts et cycles d'étude	102.160	225.514	327.674
Matériel livré mais non payé	4.405	28.928	33.333
	<u>207.381</u>	<u>566.005</u>	<u>773.386</u>

6. Les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution représentent 14 pour 100 des dépenses engagées. La proportion correspondante pour l'année 1956 était de 12,16 pour 100. Cette augmentation de pourcentage est due dans une certaine mesure aux modifications apportées à la situation du personnel pour donner suite aux recommandations du Comité d'étude du régime des traitements.

*Le Commissaire aux comptes,
(Signé) Uno BRUNSKOG*

Genève, le 21 mars 1958.

ANNEXE 3

Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays sous-développés

ETAT DES FONDS DONT L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
DISPOSAIT AU 31 DÉCEMBRE 1957

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>	
Solde au 31 décembre 1956		902.599,76
<i>A déduire:</i>		
Remboursement des dépenses locales à la charge des gouvernements — trop-perçu 1956	15.781,66	
Excédents des crédits alloués et des autres recettes par rapport aux dépenses engagées en 1956, faisant retour au Compte spécial	309.634,10	325.415,76
Solde réalloué en 1957		577.184,00
Part des contributions allouée à la FAO et autres fonds disponibles en 1957		8.549.439,00
		9.126.623,00
Dépenses engagées en 1957:		
Coût des projets	7.451.292,94	
Dépenses des services d'exécution	597.304,62	
Dépenses d'administration	553.841,45	
	8.602.439,01	
Ajustements de change (net)	20.958,86	8.623.397,87
Excédent des crédits alloués et des autres fonds disponibles par rapport aux dépenses engagées		503.225,13
Autres recettes:		
Economies réalisées lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs ..	178.069,28	
Recettes accessoires	80.529,59	258.598,87
Remboursement des dépenses locales de subsistance (1956) à la charge des gouvernements — trop perçu:		
Solde au 31 décembre 1956	15.781,66	
Ajustement	(22.577,68)	
	TOTAL	(6.796,02)
<i>A déduire:</i> Dépenses à imputer sur ce poste	6.796,02	—
Solde au 31 décembre 1957, à reverser au Compte spécial		761.824,00
Constitué par :		
En caisse, en banque et en transit	660.551,04	
Fraction non utilisée des crédits alloués	1.083.639,34	
Sommes à recevoir, avances, dépôts, etc.	413.234,77	2.157.425,15
<i>A déduire:</i>		
Dépenses non réglées — 1957	1.022.940,51	
Dépenses non réglées — 1956	143.355,19	
Sommes à payer	229.305,45	
Soldes créditeurs divers	—	1.395.601,15
		761.824,00

Le Chef des Services financiers,
(Signé) W. K. MUDIE

Le Directeur général,
(Signé) B. R. SEN

J'ai examiné l'état ci-dessus. J'ai obtenu tous les renseignements et toutes les explications que j'ai demandés et je certifie, à la suite de la vérification à laquelle j'ai procédé, qu'à mon avis l'état ci-dessus et les tableaux annexes relatifs aux dépenses sont exacts.

Le Commissaire aux comptes
(Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de Grande-Bretagne)
(Signé) F. N. TRIBE

PREMIERE PARTIE. — PROGRAMME ORDINAIRE

*Répartition des dépenses d'exécution et des dépenses des services d'exécution
entre le programme ordinaire et le Programme élargi d'assistance technique*

4. Aux paragraphes 16 à 20 de mon rapport sur les comptes de la FAO pour 1956, j'ai signalé la difficulté qu'il y a à répartir comme il convient, entre le programme ordinaire et le Programme élargi, les dépenses du siège et des bureaux régionaux. Une enquête menée par la FAO en 1956-1957 a montré que, bien que le personnel eût continué de consacrer environ 33 pour 100 de son temps au Programme élargi, on estimait que la part des dépenses totales — siège et bureaux régionaux — à imputer sur les fonds de ce programme pour 1957 conformément aux dispositions en vigueur ne serait que de 15 pour 100. Si, comme le Directeur général l'estimait équitable, le coût de la rémunération des fonctionnaires autres que les hauts fonctionnaires, directeurs de division, etc., et leurs collaborateurs immédiats, était considéré comme imputable, au prorata du volume de travail accompli, sur le programme ordinaire et sur le Programme élargi, les dépenses à la charge du Programme élargi seraient de 25,6 pour 100, soit environ 600.000 dollars de plus que le montant calculé selon les dispositions en vigueur.

TROISIEME PARTIE. — PROGRAMME ÉLARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE

1. La troisième partie des comptes de la FAO pour l'exercice 1957 comprend l'état des crédits d'assistance technique alloués à cette organisation, y compris les allocations prélevées en 1957 sur le Fonds d'urgence, ainsi que les tableaux annexes donnant le détail du coût des projets, des dépenses des services d'exécution et des dépenses d'administration. L'état et les tableaux sont présentés sous la forme prescrite par le BAT.

2. J'ai vérifié les comptes en même temps que ceux du programme ordinaire de la FAO et en suivant les mêmes principes (voir plus haut). Conformément aux accords passés entre le BAT et le Comité mixte des commissaires aux comptes de l'ONU, j'ai envoyé au BAT, en même temps qu'un exemplaire de la présente partie de mon rapport, une copie certifiée conforme de l'état et des tableaux annexes. J'ai également envoyé au BAT un exemplaire de la partie de mon rapport sur le programme ordinaire qui traite de la répartition des frais généraux entre le programme ordinaire et le Programme élargi.

Economies réalisées lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs

3. Le montant des économies réalisées en 1956 lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs s'élevait à 216.586 dollars (18,1 pour 100 du montant total des dépenses réglées), contre 75.477 dollars en 1955 et des sommes du même ordre pour les deux exercices précédents. Si une certaine augmentation des économies était prévisible, étant donné que le montant des dépenses non réglées au titre du Programme élargi s'était accru ces dernières années, ce facteur ne semblait pas suffisant pour expliquer entièrement le volume beaucoup plus considérable des économies réalisés en 1956 et j'ai demandé à la FAO des éclaircissements à ce sujet. Il m'a été répondu que le montant des sommes dépassant les besoins n'était pas jugé excessif, compte tenu de la nature des programmes : la FAO avait vérifié minutieusement les engagements subsistant au 31 décembre 1956 et avait calculé aussitôt que possible le montant maximum des économies.

4. Les économies réalisées pendant l'exercice 1957 se sont élevées à 178.069 dollars, soit 17,3 pour 100 du total des dépenses réglées. Ce chiffre comprend toutefois une somme de 102.355 dollars pour 1955, qui correspond à plus de la moitié des dépenses engagées pour cet exercice et reportées en 1957 après la vérification du 31 décembre 1956.

5. Comme toute surestimation des sommes à inscrire dans les comptes annuels au titre des dépenses non réglées se traduit par une réduction des fonds accordés pour l'exercice suivant au titre de l'ensemble du Programme élargi d'assistance technique, j'ai demandé si l'on avait adopté ou envisagé de prendre des mesures en vue de vérifier avec plus de précision les engagements de dépenses. En réponse, j'ai été informé que l'on avait réorganisé la section de l'ordonnement financier (Bureau des finances), surtout pour renforcer ses fonctions de vérification préliminaire des comptes, et afin notamment que les dépenses non réglées non seulement soient revues à la fin de chaque exercice financier mais fassent encore l'objet d'un contrôle constant.

Versements à titre gracieux et articles passés par profits et pertes

6. J'ai examiné les circonstances dans lesquelles on a versé à titre gracieux, en 1957, une somme de 1.500 dollars et passé par profits et pertes les articles d'un montant de 505 dollars, qui sont énumérés dans le rapport financier accompagnant les comptes de la FAO. Je n'ai aucune observation à présenter à ce sujet.

7. En plus des sommes expressément inscrites au compte des profits et pertes dans les rapports financiers, des sommes d'un montant de 1.618 dollars, versées en trop à certains experts de la FAO en 1957, n'ont, conformément à la recommandation du contrôleur de l'ONU, pas été recouvrées. L'erreur en question était due au fait que le représentant résident du BAT à qui il appartenait de verser les indemnités pour le compte de la FAO avait calculé de façon inexacte les indemnités de séjour.

8. Je tiens à rendre hommage aux fonctionnaires de la FAO pour la collaboration qu'ils m'ont apportée pendant la vérification.

Le Commissaire aux comptes
(Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de Grande-Bretagne)
(Signé) F. N. TRIBE

22 mai 1958.

ANNEXE 4

**Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique
des pays sous-développés**

ÉTAT DES FONDS DONT L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE
DISPOSAIT AU 31 DÉCEMBRE 1957

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>	
Solde au 31 décembre 1956	1.626.687	
<i>A déduire:</i>		
Remboursement des dépenses locales à la charge des gouvernements — trop-perçu, 1956	—	
Excédent des crédits alloués et des autres recettes par rapport aux dépenses engagées en 1956, faisant retour au Compte spécial	125.937	125.937
Solde réalloué en 1957		1.500.750
Part des contributions allouée à l'UNESCO et autres fonds disponibles en 1957 ..		4.604.348
		<u>6.105.098</u>
Dépenses engagées en 1957:		
Coût des projets	3.655.514	
Dépenses des services d'exécution	220.923	
Dépenses d'administration	275.229	
	<u>4.151.666</u>	
Ajustements de change (net)	18.609	4.170.275
Excédent des crédits alloués et des autres fonds disponibles par rapport aux dépenses engagées		1.934.823
Autres recettes:		
Economies réalisées lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs ..	112.680	
Recettes accessoires	7.073	119.753
Remboursement des dépenses locales de subsistance (1956) à la charge des gouvernements — trop-perçu:		
Solde au 31 décembre 1956	—	
Ajustement	5.082	
TOTAL	<u>5.082</u>	
<i>A déduire:</i> Dépenses à imputer sur ce poste	4.692	390
Solde au 31 décembre 1957 à reverser au Compte spécial		<u>2.054.966</u>
Constitué par:		
En caisse, en banque et en transit	1.438.379	
Fraction non utilisée des crédits alloués et des sommes reçues au titre des dépenses locales	1.372.794	
Sommes à recevoir, avances, dépôts, etc.	151.021	2.962.194
<i>A déduire:</i>		
Dépenses non réglées — 1957	660.128	
Dépenses non réglées — 1956	176.810	
Sommes à payer	70.249	
Soldes créditeurs divers	41	907.228
		<u>2.054.966</u>

Certifié exact:

Le Contrôleur financier,
(Signé) R. HARPER-SMITH

Approuvé:

Le Directeur général,
(Signé) Luther H. EVANS

J'ai examiné l'état ci-dessus. J'ai obtenu tous les renseignements et toutes les explications que j'ai demandés et je certifie, à la suite de la vérification à laquelle j'ai procédé, qu'à mon avis l'état ci-dessus et les tableaux annexes relatifs aux dépenses sont exacts.

Pour le Commissaire aux comptes
(Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de Grande-Bretagne)
Le Secrétaire,
(Signé) P. J. CURTIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'ETAT DES FONDs
DONT L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE
DISPOSAIT AU 31 DECEMBRE 1957

1. L'état des fonds disponibles est présenté sous la forme prévue par l'annexe IV du *Manuel financier* du BAT (édition revue en 1957).

2. Les crédits provenant des contributions des Etats Membres et les autres fonds disponibles en 1957 s'élevaient à 4.604.348 dollars, contre 4.941.442 dollars en 1956, ce qui représente une diminution de 7 pour 100; cependant, le solde réalloué en 1957 s'élevait à 1.500.750 dollars, contre 383.345 dollars en 1956, et le total des crédits alloués et réalloués est donc passé de 5.324.787 dollars en 1956 à 6.105.098 dollars en 1957, soit une augmentation de 15 pour 100. Comme le montre l'état financier, l'excédent des crédits alloués, etc., par rapport aux dépenses engagées était de 1.934.823 dollars, soit 32 pour 100 du total des crédits alloués pour l'exercice. Cet excédent est surtout dû au fait qu'au 31 décembre 1957, des engagements s'élevant à 1.722.140 dollars ont dû être annulés, certains biens ou services n'ayant pas encore été livrés ou fournis à cette date.

3. Comme en 1956, environ 30 pour 100 (1.870.117 dollars) des allocations de 1957 consistaient en certaines devises spécifiées par le Comité de l'assistance technique (634.923 dollars) et en réallocations de 1956 provenant d'"allocations exceptionnelles" libellées en devises dont l'utilisation requiert des mesures particulières (1.235.194 dollars). En 1957, les dépenses engagées au titre des projets spéciaux que ces allocations devaient servir à financer se sont élevées à 1.815.705 dollars et sur cette somme, 1.235.194 dollars correspondaient à des engagements contractuels pris en 1956, et pour lesquels les crédits nécessaires avaient été réalloués en 1957; toutefois, la plus grande partie du matériel prévu n'ayant pas été livrée au 31 décembre 1957, tous les engagements, à l'exception de 329.955 dollars sur les 1.815.705 dollars prévus, ont été annulés. Bien entendu, cette opération comptable ne libère pas l'UNESCO de l'obligation de payer à la livraison.

4. La perte nette en devises au cours de l'exercice s'est élevée à 18.609 dollars, comme il est indiqué dans l'état financier: sur cette somme, 13.997 dollars représentent la perte due à la réévaluation du solde bancaire en francs français à la suite de la décision prise par le Gouvernement français le 10 août 1957, de dévaluer le franc français par rapport au dollar des Etats-Unis, le cours passant de 350 à 420.

Pour le Commissaire aux comptes
(Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de Grande-Bretagne)

Le Secrétaire,
(Signé) P. J. CURTIS

ANNEXE 5

**Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique
des pays sous-développés**

ETAT DES FONDS DONT L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE
DISPOSAIT AU 31 DÉCEMBRE 1957

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>	
Solde au 31 décembre 1956		79.713
<i>A déduire:</i>		
Remboursement des dépenses locales à la charge des gouvernements — trop-perçu, 1956	3.158	
Excédent des crédits alloués et des autres recettes par rapport aux dépenses engagées en 1956 faisant retour au Compte spécial	7.517	10.675
		<hr/>
Solde réalloué en 1957		69.038
Part des contributions allouées à l'OACI et autres fonds disponibles en 1957 ...		1.322.096
		<hr/>
		1.391.134
Dépenses engagées en 1957:		
Coût des projets	1.138.965	
Dépenses des services d'exécution	29.395	
Dépenses d'administration	123.971	
	<hr/>	
	1.292.331	
Ajustement de change (net)	14.150	1.306.481
	<hr/>	
Excédent des crédits alloués et des autres fonds disponibles par rapport aux dépenses engagées		84.653
Autres recettes:		
Economies réalisées lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs ..	—	
Recettes accessoires	8.727	8.727
	<hr/>	
Remboursement des dépenses locales de subsistance (1956) à la charge des gouvernements — trop-perçu:		
Solde au 31 décembre 1956	3.158	
Ajustement	—	
	<hr/>	
TOTAL	3.158	
<i>A déduire:</i> Dépenses à imputer sur ce poste	3.158	—
	<hr/>	
Solde au 31 décembre 1957 à reverser au Compte spécial		93.380
		<hr/>
Constitué par:		
En caisse, en banque et en transit	132.247	
Fraction non utilisée des crédits alloués	33.256	
Sommes à recevoir, avances, dépôts, etc.	83.249	248.752
	<hr/>	
<i>A déduire:</i>		
Dépenses non réglées — 1957	116.860	
Dépenses non réglées — 1956	35.790	
Sommes à payer	—	
Soldes créditeurs divers	2.722	155.372
	<hr/>	
		93.380
		<hr/>

Certifié exact:

Le Chef de la Sous-Direction des finances,
(Signé) M. F. DAVISON

Approuvé:

Le Secrétaire général,
(Signé) C. L. LJUNGBERG

ATTESTATION DE VERIFICATION

L'état ci-dessus des fonds dont dispose l'Organisation de l'aviation civile internationale au titre du Programme élargi d'assistance technique a été vérifié. J'ai recueilli tous les renseignements et explications nécessaires et je certifie, après cette vérification, que l'état et les tableaux annexes relatifs au coût des projets, aux dépenses des services d'exécution et aux dépenses d'administration sont conformes aux comptes de l'OACI et, à mon avis, exacts.

Pour le Commissaire aux comptes:
(Signé) Ian STEVENSON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE DE L'OACI SUR LA GESTION DES FONDS
DONT L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE A DISPOSE AU TITRE DU PRO-
GRAMME ELARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE PENDANT L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1957

1. Le *Manuel financier* du Bureau de l'assistance technique exige que la vérification des comptes relative au Programme élargi fasse l'objet d'un rapport distinct de celui qui est consacré à l'activité normale des organisations participantes.

2. L'état des fonds dont l'OACI disposait au titre du Programme élargi d'assistance technique au 31 décembre 1957, ainsi que des tableaux annexes indiquant les dépenses engagées au cours de l'exercice écoulé, ont été communiqués par le Secrétaire général aux fins de vérification. Ces pièces sont toutes conformes au *Manuel financier* du BAT. L'état et les tableaux annexes ont été certifiés conformes aux comptes de l'OACI et sont, à mon avis, exacts.

3. Les comptes ont été examinés en cours d'année, en novembre 1957, puis après la fin de l'exercice, en mars 1958. La vérification s'est effectuée comme pour les exercices précédents, les diverses catégories de transactions étant examinées dans la mesure où on l'a jugé nécessaire pour établir l'exactitude des comptes et celle de l'état financier et des tableaux annexes.

4. Les dépenses engagées au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1957 se sont élevées à 1.292.331 dollars. On trouvera ci-dessous une analyse de ce montant, ainsi que les chiffres correspondants des deux exercices précédents.

	1955 (Dollars)	1956 (Dollars)	1957 (Dollars)
Coût des projets:			
Personnel	504.043	730.114	736.015
Voyages et transports	107.122	115.938	174.885
Bourses	175.199	130.448	138.019
Immeubles et matériel	40.009	36.556	80.968
Divers	26.070	25.726	9.078
	852.443	1.038.782	1.138.965
Dépenses des services d'exécution	33.367	27.221	29.395
Dépenses d'administration	106.546	114.408	123.971
	992.356	1.180.411	1.292.331

5. La vérification a montré que les dépenses engagées pendant l'exercice sont conformes à la définition suivante du *Manuel financier* du BAT:

"On entend par engagements les contrats ou commandes qui ont entraîné ou entraîneront une obligation juridique de payer des services rendus ou des biens acquis avant le 31 décembre de l'exercice financier en cours et, en ce qui concerne les bourses, le coût intégral des bourses accordées avant le 31 décembre dudit exercice, sous réserve que le boursier ait été désigné par le gouvernement bénéficiaire et agréé par l'institution intéressée et que l'octroi de la bourse ait été officiellement notifié au gouvernement bénéficiaire, le fait que le boursier ait été ou non placé avant le 31 décembre n'étant pas, en l'occurrence, un critère essentiel."

Sur les dépenses engagées en 1957, 116.860 dollars, dont 45.840 dollars pour des bourses, n'avaient pas été réglés à la fin de l'exercice. Il restait en outre à régler au 31 décembre 1957 une somme de 35.790 dollars correspondant, à l'exception de 2.003 dollars, à des dépenses de bourses engagées en 1956.

6. Le *Manuel financier* du BAT contient les instructions suivantes:

"Les organisations participantes soumettront au BAT, dès que les chiffres vérifiés des reports seront connus, un état des fournitures et du matériel compris dans le programme de la catégorie I approuvé l'année précédente, pour lesquels des commandes fermes ont été passées avant le 30 novembre de l'exercice financier précédent et qui n'ont pas encore été livrés au 31 décembre."

L'état préparé conformément à ces instructions énumère des commandes non livrées d'un montant de 66.063 dollars; il a été vérifié à la fin des opérations de vérification des comptes.

7. Tous les renseignements et explications nécessaires ont été communiqués au Commissaire aux comptes et la vérification a été facilitée par l'esprit de collaboration des fonctionnaires du Secrétariat.

Pour le Commissaire aux comptes:
(Signé) Ian STEVENSON

18 mars 1958.

ANNEXE 6

**Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique
des pays sous-développés**

ÉTAT DES FONDS DONT L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ DISPOSAIT AU 31 DÉCEMBRE 1957

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>	
Solde au 31 décembre 1956	791.694	
<i>A déduire:</i>		
Remboursement des dépenses locales à la charge des gouvernements — trop-perçu, 1956	123.154	
Excédent des crédits alloués et des autres recettes par rapport aux dépenses engagées en 1956, faisant retour au Compte spécial	233.139	356.293
		<hr/>
Solde réalloué en 1957		435.401
Part des contributions allouée à l'OMS et autres fonds disponibles en 1957		5.426.786
		<hr/>
		5.862.187
Dépenses engagées en 1957:		
Coût des projets	4.552.447	
Dépenses des services d'exécution	436.249	
Dépenses d'administration	215.970	
	<hr/>	
	5.204.666	
Ajustements de change (net)	4.835	5.209.501
Excédent des crédits alloués et des autres fonds disponibles par rapport aux dépenses engagées		<hr/>
		652.686
Autres recettes:		
Economies réalisées lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs ..	19.464	
Recettes accessoires	5.807	25.271
	<hr/>	
Solde au 31 décembre 1957 à reverser au Compte spécial		<hr/>
		677.957
Constitué par:		
En caisse, en banque et en transit	1.319.831	
Fraction non utilisée des crédits alloués	488.111	
Sommes à recevoir, avances, dépôts, etc.	46.881	1.854.823
	<hr/>	
<i>A déduire:</i>		
Dépenses non réglées — 1957	792.133	
Dépenses non réglées — 1956	131.640	
Sommes à payer	253.093	1.176.866
	<hr/>	
		<hr/>
		677.957
		<hr/>

Certifié exact:
*Le Chef de la Section des finances
et de la comptabilité,*
(Signé) Ted L. SMITH

*Le Directeur général adjoint,
chargé du département des services administratifs
et financiers*
(Signé) Milton P. SIEGEL

ATTESTATION DE VERIFICATION

Les états financiers relatifs aux crédits alloués à l'Organisation mondiale de la santé au titre du Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays sous-développés, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1957, ont été vérifiés conformément aux instructions du soussigné. Tous les renseignements et toutes les explications nécessaires ont été obtenus et le soussigné certifie, à la suite de cette vérification, qu'à son avis l'état ci-dessus et les tableaux annexes relatifs au coût des projets, aux dépenses des services d'exécution et aux dépenses d'administration sont exacts sous réserve des observations présentées dans son rapport.

Le Commissaire aux comptes,
(Signé) Uno BRUNSKOG

1. J'ai certifié l'exactitude de l'état présenté par l'Organisation mondiale de la santé indiquant, pour ce qui est du Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays sous-développés, le montant de ses recettes et des dépenses qu'elle a engagées en 1957, ainsi que son actif et son passif au 31 décembre 1957.

2. Sur les 923.773 dollars représentant les dépenses non réglées au 31 décembre 1957, 713.035 dollars correspondaient à des bourses de perfectionnement. Le montant total des dépenses non réglées relatives à des bourses de perfectionnement qui avait été calculé initialement a été réduit de 10 pour 100, compte tenu de l'expérience des années précédentes.

3. Les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution représentent 11,8 pour 100 du total des dépenses engagées. Le chiffre correspondant était de 11,1 pour 100 pour l'exercice 1956. La différence de 0,7 pour 100 est due au premier chef aux modifications apportées à la situation du personnel pour donner suite aux recommandations du Comité d'étude du régime des traitements.

4. J'ai vérifié ces comptes de la même façon que ceux du budget ordinaire de l'OMS.

Genève, le 21 mars 1958.

Le Commissaire aux comptes,
(Signé) UNO BRUNSKOG

**Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique
des pays sous-développés**

COMPTE SPÉCIAL. — ETAT RÉCAPITULATIF POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1957

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>			
Solde au 31 décembre 1956	15.445.066			
Contributions annoncées pour 1957 et contributions à recevoir au titre des exercices précédents ...	31.946.243			
Somme prélevée sur le budget ordinaire de l'ONU	2.091.100			
Economies réalisées en 1957 lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs	885.755			
Recettes accessoires, ajustements de change, etc. (net)	205.076			
Fonds fournis par les gouvernements pour les dépenses locales à leur charge (subsistance des experts)	1.655.601			
	<u>52.228.841</u>			
<i>A déduire:</i>	<i>Dépenses d'exécution</i>		<i>Dépenses d'administration</i>	
Dépenses engagées:	<i>Projets (Dollars)</i>	<i>Services (Dollars)</i>	<i>(Dollars)</i>	
ONU	7.940.092	917.539	442.006	9.299.637
OIT	2.759.588	252.019	197.831	3.209.438
FAO	7.451.293	597.305	553.841	8.602.439
UNESCO	3.655.514	220.923	275.229	4.151.666
OACI	1.138.965	29.395	123.971	1.292.331
OMS	4.552.447	436.249	215.970	5.204.666
UIT	—	5.867	14.961	20.828
OMM	—	22.359	2.452	24.811
	<u>27.497.899</u>	<u>2.481.656</u>	<u>1.826.261</u>	<u>31.805.816</u>
Secrétariat du BAT				1.781.209
Total des dépenses engagées				<u>33.587.025</u>
Indemnité de subsistance des experts imputable sur les fonds fournis par les gouvernements				2.020.175
				<u>35.607.200</u>
<i>Solde au 31 décembre 1957</i>				<u>16.621.641</u>
<i>Constitué par:</i>				
Encaisse				11.232.855
Placements				3.972.355
Sommes à recevoir, avances, dépôts, fonds en transit et services non encore utilisés				1.297.977
Contributions annoncées mais non encore versées				7.203.973
				<u>23.707.160</u>
<i>A déduire:</i>				
Dépenses non réglées — 1957			3.536.777	
Dépenses non réglées — exercices antérieurs			2.475.763	
Sommes à payer, soldes créditeurs divers			948.787	
Sommes avancées par les gouvernements			124.192	7.085.519
				<u>16.621.641</u>
 NOTE — Le solde au 31 décembre 1957 se décomposait comme suit:				
Solde non alloué du Compte spécial				180.842
Excédent des crédits alloués aux organisations participantes par rapport aux dépenses engagées				4 687.067
Economies réalisées lors du règlement des engagements d'exercices antérieurs et recettes accessoires des organisations participantes				957.505
Excédent des crédits alloués au Secrétariat du BAT par rapport aux dépenses engagées et recettes accessoires du BAT				66.391
Fraction non utilisée des sommes reçues au titre des dépenses locales (BAT)				97 835
Fonds de roulement et de réserve				3 428.028
Contributions annoncées mais non encore versées				7 203.973
				<u>16.621.641</u>